



UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Faculté de droit

Annuaire 1986-1987

(L'annuaire de la Faculté de droit constitue le cahier 2 de l'Annuaire général de l'Université de Sherbrooke. En conséquence, les pages sont numérotées à compter de 2 - 1).

Table des matières

Direction de la Faculté	1
Corps professoral	1
Baccalauréat en droit	2
Maîtrise en droit de la santé	2
Diplôme de droit de la santé	3
Diplôme de droit notarial	3
Description des activités pédagogiques	5
Programmation des activités pédagogiques (1986-1987)	13

Pour tout renseignement concernant les PROGRAMMES, s'adresser à :

Faculté de droit
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec) CANADA J1K 2R1

Pour tout renseignement concernant l'ADMISSION ou l'INSCRIPTION, s'adresser au :

Bureau du registraire
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec) CANADA J1K 2R1

Les renseignements publiés dans ce document étaient à jour le 1^{er} mai 1986. L'université se réserve le droit d'apporter des modifications à ses règlements et programmes sans préavis.

Faculté de droit

Direction de la Faculté

COMITÉ EXÉCUTIF

Doyen

Pierre BLACHE

Vice-doyens

Suzanne COMTOIS
Marcel DUBÉ

Secrétaire

Robert TÉTRAULT

CONSEIL

François BERNATCHEZ
Pierre BLACHE, président
Guy CHAGNON
Danielle CODÈRE
Nicola DI IORIO
Jean-Louis DUBÉ
Benoit DUMONT
Marie-Josée HOGUE
Jean-Marie LAVOIE
Suzanne NOOTENS
Mario NORMANDIN
Jean-Louis PÉLOQUIN
Hubert PÉPIN
Michel POIRIER
Normand RATTI
Jean SYLVESTRE
Guy TANGUAY

DIRECTEUR DU PROGRAMME DE DROIT NOTARIAL

Jean GAGNON

DIRECTEUR DU PROGRAMME DE MAÎTRISE EN DROIT DE LA SANTÉ

Suzanne P.-NOOTENS

DIRECTEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE

Guy TANGUAY

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF

Jean-Robert LANGLOIS

Corps professoral

Professeurs titulaires

ANCTIL Jacques J., B.A. (Laval), LL.L. (Sherbrooke), D.E.S. (Laval)
BERGERON Jean-Guy, LL.L. (Laval), LL.M. (Montréal)
BLACHE Pierre, LL.L. (Montréal), D.E.S. (droit public) Montréal, LL.D. (Montréal)
BOISCLAIR Claude, LL.L. (Sherbrooke), D.E.S. (droit privé) (Grenoble)
CHARRON Camille, B.A. (Sherbrooke), LL.B. (Laval), LL.M. (Montréal)
DUBÉ Jean-Louis, B.A., LL.L. (Montréal), Brevet de l'I.S.S.T. (Univ. de Paris), LL.M. (Montréal)
DUBÉ Marcel, B.A. (Edmundston), B. Péd., LL.L. (Sherbrooke), LL.M. (Montréal)
DUSSAULT Pierre, B.A., LL.L. (Montréal), LL.M. (Harvard)
FRÉCHETTE Jean-Guy, B.A., M.A., L.Ph. (Ottawa), LL.L. (Sherbrooke), D.E.S. (droit privé), LL.D. (Montréal)

GAGNON Jean, B.A. (Sudbury), B. Péd. (Montréal), LL.L. (Sherbrooke), LL.M. (Laval)
KOURI Robert-P., B.A. (Bishop's), LL.L. (Sherbrooke), M.C.L., D.C.L. (McGill)
LAVOIE Jean-Marie, LL.L., D.E.S. (droit public) (Montréal)
MELANSON Jean, LL.L. (Sherbrooke), D.E.S. (droit public) (Ottawa), LL.D. (honoris causa) (Montpellier)
PATÉNAUDE Pierre, B.A., LL.L. (Montréal), D.E.S. (droit public) (Montréal)
POIRIER Michel, LL.L. (Sherbrooke), LL.M. (Dalhousie)

Professeurs agrégés

BILODEAU Paul-E., LL.L. (Sherbrooke)
CODÈRE Danielle, LL.L., D.D.N. (Sherbrooke), M. Jur. (Birmingham)
DURAND Roger, B.A., LL.L. (Sherbrooke)
EMANUELLI Claude, M.Dr.Pub.Soc.Pol. (Nice), LL.M. (Toronto), LL.M. (New York), D.J. (Toronto)
KRAUSS Michel, B.A. (Carleton), LL.L. (Sherbrooke), LL.M. (Yale)
PÉPIN René, LL.L. (Sherbrooke), LL.M. (Montréal)
RATTI Normand, LL.L. (Sherbrooke), LL.M. (York)
SLOSAR Stanislas, LL.L. (Poznan), D.E.S. (Grenoble), LL.M. (Montréal)
TÉTRAULT Robert, LL.L. (Sherbrooke), LL.M. (Queen's)

Professeurs adjoints

BERNATCHEZ François, LL.L. (Sherbrooke), LL.M. (Harvard)
CARLUCCIO Teresa, B.A. (Lettres) (Queens), LL.B. (Sherbrooke)
COMTOIS Suzanne, LL.L. (Sherbrooke), LL.M. (Montréal), LL.M. (N.Y.U.)
DI IORIO Nicola, LL.B. (Sherbrooke), LL.M. (Columbia)
GAUDET Serge, LL.B. (Sherbrooke), LL.M. (Yale)
PHILIPS-NOOTENS Suzanne, M.D. (Louvain), LL.B. (Sherbrooke)
PRATTE Denise, LL.B. (Sherbrooke), LL.M. (Louvain)
TREMBLAY Luc-B., LL.B. (Sherbrooke), LL.M. (U.B.C.)
TURCOTTE René, LL.L. (Sherbrooke)

Chargés de cours

ACHIM, Guy
ADAM, Manon
ARBOUR, Maurice
AUBY, Jean-Marie
AYOTTE, Michel
BEAUBIEN, Thérèse
BEAUCHEMIN, Michel
BELLAVANCE, Paul-Marcel
BLOUIN, Denis-L.
BOILY, Françoise
BOUCHER, Jean
BOULAY, François
CHATILLON, Pierre
CIOTOLA, Pierre
COTÉ, Danielle
COTÉ, Hélène
CUERRIER, Madeleine
DRAPEAU, Madeleine
DUBOIS, Serge
DUPLÉ, Nicole
DUSSAULT, Michel
FOISY, Claude H.
FRANCOEUR, Alain
GAGNÉ, Pierre
GAGNON, Denis
GALLAGHER, Maryse
GAUTHIER, Martin
GLENN, Patrick K.
GOLDSTEIN, Gérard
GUAY, Hélène
JOLIN, Marc
LAVERY, Daniel
LEBLOND, Claude
LEGAULT, Georges-A.
LESSARD, Pierre
LUELLES, Didier
LUSSIER, Louise
MACKAY, Pierre
MARTINEAU, Luc
MERCIER, Jacinthe

MILOT, Jean-Gaston
 MOLINARI, Patrick A.
 MORIN, Guy
 MORIN, Josée
 PARÉ, Denis
 PERREAULT, Dyane
 PLANTE, Micheline
 POULIN, Éloi
 ROBITAILLE, André
 ROY, André
 SAMOISSETTE, Lucie
 ST-CYR, Manon
 ST-LAURENT, Gilles
 TÊTREAU, Michel
 THÉROUX, Patrick
 THIBODEAU, Lucie
 TOTH, François
 TREMBLAY, Renée Claude
 WALSH, Thomas

DRT 202	Droit pénal II	3
DRT 203	Procédure civile II	3
DRT 204	Régimes matrimoniaux	3
DRT 205	Responsabilité civile	3
DRT 206	Preuve civile et publicité	3
DRT 209	Droit des sociétés et compagnies	3
DRT 300	Travaux dirigés	3
DRT 302	Successions	3
DRT 303	Droit international privé	3
DRT 305	Contrats spéciaux II	3
DRT 306	Droit administratif II	3
DRT 308	Sûretés réelles et personnelles	3

Activités pédagogiques à option (18 crédits)

Choisies parmi les suivantes :

DRT 500	Travaux dirigés (Jessus-Tribunal Ecole interfacu taire)	3
DRT 501	Travaux dirigés (clinique légale)	3
DRT 504	Droits de l'enfant	3
DRT 506	Droit de la protection du consommateur	3
DRT 507	Organisation financière de l'entreprise	3
DRT 508	Droit des coopératives	3
DRT 509	Droit fiscal II	3
DRT 510	Droit fiscal III	3
DRT 511	Droit fiscal IV	3
DRT 512	Droit pénal III	3
DRT 515	Interprétation des lois	3
DRT 516	Libertés publiques	3
DRT 518	Preuves modernes	3
DRT 519	Droit de l'environnement	3
DRT 520	Droit des mass media	3
DRT 521	Droit des organisations et des relations économiques internationales	3
DRT 523	Droit social	3
DRT 524	Droit du travail II	3
DRT 525	La psychiatrie et le droit	3
DRT 526	Droit de la propriété intellectuelle	3
DRT 527	Droit médical	3
DRT 528	Commercialité des actes et effets négociables	3
DRT 530	Les femmes et la loi	3
DRT 531	Droit agro-alimentaire	3
DRT 532	Faillite	3
DRT 533	Techniques d'administration de la preuve	3
DRT 535	Analyse économique du droit	3
DRT 536	Tribunaux administratifs	3
DRT 537	Libertés publiques II	3
DRT 538	Informatique et pratique du droit	3
DRT 539	Comptabilité	3
DRT 540	Rapports collectifs du travail en droit fédéral	3
PDR 502	Philosophie du droit : éthique et juridique	3

Baccalauréat en droit

GRADE : Bachelier en droit, LL.B.

OBJECTIFS

Permettre à l'étudiant :

- d'acquérir les principes fondamentaux et les concepts de notre système juridique ainsi que toutes les connaissances qui lui sont nécessaires pour bien comprendre le droit qui nous régit et ce, dans une perspective lui permettant d'en mesurer la relation avec la réalité sociale ;
- d'acquérir la méthode et les habiletés inhérentes à la discipline juridique tout en lui permettant de s'initier graduellement aux habiletés propres à la pratique du droit ;
- de prendre conscience des qualités qui doivent caractériser le comportement du juriste, ainsi que des responsabilités qui lui incombent ;
- d'accéder aux formations complémentaires conduisant à l'exercice des professions d'avocat ou de notaire ;
- d'assumer progressivement sa formation de façon autonome.

ADMISSION

Condition générale

Condition générale d'admission aux programmes de 1^{er} cycle de l'Université (cf. Règlement des études)

RÉGIME DES ÉTUDES

Régime régulier à temps complet. Exceptionnellement, la Faculté autorise un régime régulier à demi-temps.

CRÉDITS EXIGÉS : 93

PROFIL DES ÉTUDES

Activités pédagogiques obligatoires (75 crédits)

DRT 100	Obligations I	3
DRT 101	Droit constitutionnel I	3
DRT 102	Droit pénal I	3
DRT 103	Procédure civile I	3
DRT 104	Droit des personnes et droit de la famille	3
DRT 105	Biens et prescription	3
DRT 106	Droit administratif général I	3
DRT 107	Droit du travail I	3
DRT 108	Droit fiscal I	3
DRT 109	Droit international public	3
DRT 110	Initiation à la recherche et à la communication	3
DRT 200	Obligations II	3
DRT 201	Droit constitutionnel II	3

Maîtrise en droit de la santé

GRADE : Maître en droit, LL.M.

OBJECTIFS

Permettre à l'étudiant ayant une formation en droit :

- d'approfondir sa formation et de se spécialiser dans le secteur du droit de la santé ;
- de mieux comprendre les différentes réalités se manifestant dans ce secteur et de contribuer à la solution des divers problèmes juridiques qui s'y présentent.

Permettre à l'étudiant ne possédant pas une formation en droit :

- d'élargir ses connaissances et de s'initier aux aspects juridiques du domaine de la santé.

ADMISSION

Condition générale

Grade de 1^{er} cycle en droit d'une université québécoise ou de la Faculté de droit (section de droit civil) de l'Université d'Ottawa ;

ou
Grade de 1^{er} cycle en droit jugé équivalent par le Comité des études supérieures de la Faculté ;

ou
Grade de 1^{er} cycle universitaire dans une discipline ou champ d'activités approprié, pourvu que le candidat possède une expérience jugée valable et pertinente dans le domaine de la santé.

RÉGIME DES ÉTUDES

Régime régulier à temps complet. Par conséquent, la Faculté autorise un régime régulier à temps complet.

CRÉDITS EXIGÉS : 45

PROFIL DES ÉTUDES

Activités pédagogiques obligatoires (45 crédits)

	CR
DRT 701 Droit médical I	4
DRT 703 Droit sanitaire international et législation comparée	4
DRT 704 Droit médical II	4
DRT 709 L'essai : rédaction et présentation	21
DRT 711 Organisation administrative du monde de la santé I	4
DRT 712 Organisation administrative du monde de la santé II	4
DRT 713 Droit du travail dans le secteur de la santé	4

PROFIL DES ÉTUDES

Activités pédagogiques obligatoires (34 crédits)

	CR
DRN 706 Examen des titres, servitude et mitoyenneté	4
DRN 711 Conventions matrimoniales	2
DRN 712 Droits réels I	2
DRN 714 Développement d'habiletés I	1
DRN 715 Actes unilatéraux	4
DRN 716 Droits réels II	2
DRN 717 Droit commercial II	3
DRN 719 Contrats à titre onéreux	3
DRN 723 Droit commercial III	1
DRN 725 Développement d'habiletés II	2
DRN 726 Droit int. privé et droit judiciaire non contentieux	1
DRN 727 Loi du notariat, rédaction et technique d'entrevue	3
DRN 728 Droit commercial I	1
DRN 729 Droit fiscal I	3
DRN 730 Droit municipal et expropriation	1
DRN 731 Droit fiscal II	1

Diplôme de droit de la santé

Le Diplôme de droit de la santé est composé des 24 crédits d'activités pédagogiques obligatoires de type cours du programme de Maîtrise en droit de la santé, auxquels s'ajoutent 6 crédits d'activités pédagogiques au choix.

Le Diplôme de droit de la santé exige les mêmes conditions générales d'admission que la Maîtrise en droit de la santé et il offre le même régime des études.

Diplôme de droit notarial

OBJECTIF

Permettre à l'étudiant d'être admis à l'exercice du notariat.

CONDITION D'ACCÈS À LA PRATIQUE

La promotion est accordée à l'étudiant qui obtient une moyenne cumulative annuelle de 60% sur l'ensemble des examens auxquels il a été soumis et pour lesquels il a obtenu une note d'évaluation. Une fois son diplôme obtenu, l'étudiant, doit en plus, se présenter à un examen fait sous le contrôle de la Chambre des Notaires de la Province de Québec. L'étudiant qui aura obtenu 60% des points sur l'ensemble des résultats de l'examen de la Chambre des Notaires et de la note inscrite au diplôme de droit notarial sera admis à l'exercice du notariat.

ADMISSION

Condition générale

Grade de 1^{er} cycle en droit reconnu au paragraphe a) de l'article 184 du Code des professions.

RÉGIME DES ÉTUDES

Régime régulier à temps complet

CRÉDITS EXIGÉS : 34

Description des activités pédagogiques

DRN

DRN 706

4 cr.

Examen des titres, servitudes et mitoyenneté

(Contenu du document de base), les divers instruments de recherche, les conditions de forme et de validité des actes, la chaîne des titres, la désignation de l'immeuble, l'objet de l'examen, le droit des parties dans les actes à titre gratuit, capacité et pouvoirs légaux des parties. Rédaction des principales servitudes, conventions et problèmes relatifs à la mitoyenneté.

DRN 711

2 cr.

Conventions matrimoniales

Règles régissant les régimes matrimoniaux – rappel et étude de la Loi 89; contrat de mariage; partage; liquidation des différents régimes; procès-verbal de carence; rapport du praticien; donations par contrat de mariage; accords entre concubins et époux; conventions de divorce; modification des régimes matrimoniaux.

DRN 712

2 cr.

Droits réels I

Copropriété, bail emphytéotique, vente de démembrement du droit de propriété. Rappel des règles de publicité foncière (document de base); radiation volontaire (quittance, mainlevée, capacité et pouvoir de...), radiation légale, radiation judiciaire, radiation législative, preuve de document autorisant la radiation (document de base).

DRN 714

1 cr.

Développement d'habiletés I

Arpentage et bornage. Techniques de désignation cadastrale, d'arpentage et de bornage. Techniques d'enregistrement. Les différentes techniques de publicité foncière, au bureau d'enregistrement, sous la direction du Registrateur de la division d'enregistrement de Sherbrooke et de son adjoint.

DRN 715

4 cr.

Actes unilatéraux

Compétence du notaire, assermentation, signification, révision d'une décision du notaire; rectification des registres de l'état civil, jugement déclaratif de décès, actes notariés et compulsaires, remplacement d'actes au registre, conseil de famille et autres actes, procédures relatives aux incapables, apposition des scellés, inventaires, envoi en possession, adoption, changement de nom, curatelle publique.

Règlements des successions

(Document de base); la preuve du décès et les renseignements utiles au règlement de succession; parts respectives des héritiers ou légataires; option du conjoint survivant – l'acceptation pure et simple, sous bénéfice d'inventaire; la transmission des biens – divers.

Libéralités

Donations pures et simples, donations à titre onéreux, donations fiduciaires, testaments; forme, testament simple, distinction entre divers legs, rédaction et interprétation de certains legs, l'exécution testamentaire impliquant diverses institutions juridiques.

DRN 716

2 cr.

Droits réels II

Sûretés; hypothèques (document de base), cautionnement et gage (document de base), cessions de créances en garantie, datation en paiement, acte de fiducie, art. 88 de la Loi des Banques.

DRN 717

3 cr.

Droit commercial II

Société (document de base), rappel des règles du Code civil, application pratique, conventions de sociétés et analyse. Mandat – rappel des règles générales – procurations générales et spéciales en termes généraux et exprès. Procuration à l'étranger. Droit des compagnies. Loi fédérale, loi provinciale et lois connexes.

DRN 719

3 cr.

Contrats à titre onéreux

Vente pure et simple d'un immeuble, de certains contrats nécessitant une autorisation (document de base). Loi sur la protection du territoire agricole et autres lois connexes, les déclarations exigées en vertu de certaines lois; ventes immobilières assorties de modalités relatives au paiement du prix et au transfert de propriété; les opérations requises après la passation de l'acte; la promesse de vente; autres contrats d'aliénation à titre onéreux d'un immeuble; la vente en bloc.

DRN 723

1 cr.

Droit commercial III

Comptabilité en fidéicommiss (document de base), éléments de comptabilité, les états financiers, méthode d'évaluation d'entreprise, des marchés financiers.

DRN 725

2 cr.

Développement d'habiletés II

Règlement de succession: dossier technique complet du règlement d'une succession comprenant l'ensemble des démarches à effectuer, de même que tous les documents et procédures incidentes. Organisation de bureau.

Compagnies: un dossier en droit des sociétés comprenant aussi bien la formation de sociétés du Code civil que la transformation en compagnies, et ce, à travers les différentes étapes de la création, du fonctionnement et de la dissolution.

Vente immobilière: dossier complet d'une vente d'immeuble comprenant l'ensemble des démarches à effectuer, de même que tous les documents et procédures incidentes. Organisation de bureau.

Le bail immobilier et les incidences de la Loi instituant la Régie du logement.

DRN 726

1 cr.

Droit international privé et droit judiciaire non contentieux

Problèmes pratiques de droit international privé: règles de conflits québécoises relatives à l'état et à la capacité des personnes, à la forme et au fond de l'acte juridiques, aux successions mobilières et immobilières, au régime matrimonial. Lois connexes. Initiation aux différentes instances judiciaires. Présentation des pièces de procédure en fonction des différentes juridictions non contentieuses. Démarches connexes.

DRN 727

3 cr.

Loi du notariat, rédaction et technique d'entrevue

Le notaire, ses fonctions, prérogatives et devoirs; l'acte authentique notarié – notions générales et principes de rédaction de l'acte authentique notarié (éléments généraux et particuliers); le greffe du notaire – ses composantes – cession, grade provisoire, dépôt – communication des actes; technique de rédaction; actes unilatéraux, requêtes, avis, clauses particulières; interventions – déclarations... Technique d'entrevue.

DRN 728

1 cr.

Droit commercial I

Failite et assurances

Assurance (document de base) classification des assurances – l'intérêt assurable – formation et entrée en vigueur du contrat d'assurance – assurances de dommages – assurance de personnes – dispositions diverses. Failite (rappel des règles et incidences sur la pratique notariale).

DRN 729

3 cr.

Droit fiscal I

Incidences fiscales au décès d'un contribuable; l'impôt sur le revenu; l'utilisation d'une fiducie entre vifs comme méthode de fractionnement de revenu; la planification testamentaire et post-mortem; l'impôt sur les dons.

DRN 730

1 cr.

Droit municipal et expropriation

Expropriation (document de base) – Loi fédérale d'expropriation, loi provinciale. Droit municipal: acquisition d'immeuble par une municipalité; résolution et règlement; entente inter-municipale; loi des fonds industriels; municipalité régionale de comté; zonage municipal; vente pour taxes... fermetures de rues.

DRN 731

1 cr.

Droit fiscal II

Le traitement fiscal du revenu d'entreprise, du revenu de biens et du gain en capital. Le régime fiscal applicable aux corporations résidentes et aux actionnaires de corporations résidentes. Le roulement du paragraphe 85(1) L.I.R.

DRT

DRT 100 3 cr.

Obligations I

Le domaine des obligations : aspect économique et aspect juridique. Sources et facteurs d'évolution du Droit québécois des obligations. Le contrat : sa formation, son contenu, ses effets entre les parties et à l'égard des tiers. Les quasi-contrats : la gestion d'affaires, la répétition de l'indû et l'enrichissement sans cause.

DRT 101 3 cr.

Droit constitutionnel I

a) Introduction consacrée à la notion de constitution et aux sources du droit constitutionnel en général et à la genèse de la constitution canadienne. b) Institutions parlementaires, gouvernementales et administratives et processus législatif. c) Principes fondamentaux du droit constitutionnel canadien : souveraineté du parlement, principe de légalité, suprématie de la constitution. d) Les droits fondamentaux sous la constitution canadienne.

DRT 102 3 cr.

Droit pénal I

Général : l'activité pédagogique contient les informations pertinentes à l'origine, aux sources et à la situation du droit pénal à l'intérieur du droit public et analyse le partage des compétences constitutionnelles en ce domaine. L'activité pédagogique vise à familiariser l'étudiant aux notions de classification d'infractions et ses principaux éléments, à ses différents types, aux modes de participation, aux principes fondamentaux. Elle comporte aussi l'analyse des moyens de défense offerts aux citoyens. Spécial : Elle vise à confronter l'étudiant à l'analyse de certains crimes donnés et l'application des règles de droit à des situations de fait.

DRT 103 3 cr.

Procédure civile I

Cette activité pédagogique vise à familiariser l'étudiant avec la mise en œuvre judiciaire d'un droit. L'activité pédagogique est divisée en thèmes : Introduction au pouvoir judiciaire ; le tribunal ; le juge en chambre et le protonotaire ; la plaidoirie écrite en matière civile ; la compétence juridictionnelle du tribunal civil ; la naissance de la demande en justice ; la contestation de la demande en justice ; la préparation de la preuve et de l'instruction ; l'instruction de la cause ; les incidents concernant les parties ou les personnages de l'organisation judiciaire ; les causes par défaut et procédures particulières. Les étudiants sont appelés à apporter des solutions à des cas pratiques et à rédiger des procédures judiciaires.

DRT 104 3 cr.

Droit des personnes et droit de la famille

1re partie : droit des personnes ; la personnalité juridique ; les incapacités tenant à l'âge des personnes (la minorité et le régime de tutelle) ; les incapacités tenant à l'état mental des personnes (l'interdiction et la curatelle) ; le nom ; le domicile ; les actes de l'état civil.

2e partie : droit de la famille ; le mariage (formation, nullité) ; effets du mariage dans les rapports entre époux : la séparation de corps et le divorce ; effets de la séparation de corps et du divorce (garde des enfants, pension alimentaire) ; la famille née hors mariage ; la filiation par le sang et la filiation adoptive ; les rapports parents-enfants, (l'autorité parentale, l'obligation alimentaire).

DRT 105 3 cr.

Biens et prescription

La classification des biens ; les droits réels principaux ; la prescription acquisitive – Méthode de travail ; polycopié, recueil d'arrêts, discussions en classe, analyse de cas pratiques.

DRT 106 3 cr.

Droit administratif général I

Organisation de l'administration fédérale et provinciale (rappel). Actes unilatéraux (réglementaire, administratif, judiciaire, quasi-judiciaire, ministériel) et bilatéraux de l'administration. Contrôle interne (hiérarchique et de tutelle) et externe (parlementaire et judiciaire) de l'administration.

DRT 107 3 cr.

Droit du travail I

1re partie : on traitera de la détermination étatique des conditions de travail. On analysera une série de lois, telles la Loi sur les normes du travail et la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

2e partie : étude du contrat individuel de travail et de la convention collective. Analyse du système de négociation collective, des notions d'employeur et d'association de salariés. Description du déroulement du processus de négociation et des impasses qui mènent à la grève, au lock-out ou à l'arbitrage de différends. Étude de la convention collective de travail, but ultime de tous ces mécanismes juridiques.

3e partie : il sera fait une analyse des systèmes de détermination mixte des conditions de travail, c'est-à-dire des systèmes d'extension juridique des conventions collectives mis en place par la Loi sur les décrets de convention collective et la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

DRT 108 3 cr.

Droit fiscal I

Objectifs et importance de la fiscalité. Sources et principes d'interprétation du droit fiscal. L'unité d'imposition, ses conséquences ainsi que les critères d'assujettissement en matière d'impôt sur le revenu. Les composantes du revenu, l'identification des sources de revenu, les règles fondamentales concernant le calcul du revenu ainsi que les principaux éléments et déductions du revenu provenant des différents sources, i.e. charge et emploi, bien, entreprise, gains et pertes en capital, etc., les règles concernant le calcul du revenu imposable et de l'impôt quant à leur application aux particuliers. Organisation administrative et mécanismes d'adjudication en matière fiscale.

DRT 109 3 cr.

Droit international public

1re partie : les sources du droit international – Coutume internationale – Traités internationaux – Principes généraux du droit – Actes des organismes internationaux – Rapports du droit international et du droit interne.

2e partie : les sujets du droit international – Les États – Les organisations internationales.

3e partie : les rapports entre les membres de la communauté internationale – Responsabilité internationale – Règlement des différends.

DRT 110 3 cr.

Initiation à la recherche et à la communication

Cette activité pédagogique offre à l'étudiant de 1re année du programme de baccalauréat en droit la possibilité de :

1. s'initier à la recherche du droit applicable au Québec ;
2. développer chez lui les habiletés qui lui permettront de communiquer tant à l'oral que par écrit l'état de ses recherches.

DRT 200 3 cr.

Obligations II

Les règles générales d'exécution volontaire et forcée. Les modalités particulières d'exécution et d'extinction des obligations.

DRT 201 3 cr.

Droit constitutionnel II

1. Principes fondamentaux du fédéralisme canadien. 2. Principes généraux du partage des compétences législatives : exclusivité et exhaustivité du partage, pouvoir général, pouvoir résiduaire, pouvoirs énumérés, pouvoir déclaratoire... La qualification constitutionnelle et le procès constitutionnel. 3. L'état du partage sur certaines compétences législatives.

DRT 202 3 cr.

Droit pénal II

Cette activité pédagogique a pour objectif d'amener l'étudiant à maîtriser les règles de droit applicables en matière de procédure pénale. Cette étude porte sur la hiérarchie des tribunaux, les pouvoirs des agents de la paix, la juridiction des tribunaux, les règles pertinentes à la formulation des actes d'accusation et au déroulement des procès.

DRT 203 3 cr.

Procédure civile II

Cette activité pédagogique comprendra 3 parties principales : le jugement, les voies de recours et les voies d'exécution. Dans la 1re seront étudiés la classification, les règles et les effets du jugement. Une fois le jugement rendu, la partie insatisfaite doit avoir la possibilité d'exercer une voie de recours contre le jugement. S'offriront à elle les voies de rétractation ou les voies de réformation. La rétractation à la demande d'une partie, la tierce opposition et l'appel feront l'objet de la 2e partie. La dernière partie de l'activité pédagogique sera consacrée aux voies d'exécution du jugement. Y seront étudiées les mesures provisionnelles comme la saisie avant jugement, et les mesures d'exécution complètes comme la saisie exécution mobilière qu'elle soit entre les mains du débiteur ou en mains tierce, ou la saisie exécution immobilière.

DRT 204	3 cr.	DRT 300	3 cr.	DRT 308	3 cr.
Régimes matrimoniaux Les régimes matrimoniaux – Principes communs à tous les régimes matrimoniaux reconnus par le législateur. Formation, fonctionnement et extinction des 3 régimes spécifiquement réglementés par le législateur : la société d'acquêts, la communauté des meubles et d'acquêts et la séparation de biens. Cette activité pédagogique est l'occasion d'articuler les principes fondamentaux du droit transitoire.		Travaux dirigés Procès simulés – Travaux cliniques et travaux spécialisés. Dans le but de mettre en application ses connaissances, l'étudiant de deuxième année est appelé à participer à l'une ou l'autre des activités académiques complémentaires suivantes : Procès simulés : les étudiants engagés dans cette activité assurent la préparation des procédures liées contestation, de même que l'enquête et l'audition d'une affaire civile ou pénale dont les parties et le litige sont fictifs. Travaux cliniques : sous la supervision d'un professeur de la Faculté et d'un avocat du centre juridique communautaire, ou d'un substitut du procureur général, l'étudiant participe à certaines activités juridiques, particulièrement en ce qui concerne la recherche, la diffusion de l'information juridique, la prévention et le service direct au client. Travaux spécialisés : il s'agit d'un programme de rédaction de contrats, d'actes juridiques, d'actes de procédure ou d'opinions légales mené sous la direction d'un professeur. L'étudiant a alors l'occasion de transformer des besoins juridiques spécifiques en un texte juridique cohérent.		Sûretés réelles et personnelles L'activité pédagogique sur les sûretés vise notamment à familiariser l'étudiant avec les différentes sortes de garanties qu'un débiteur peut fournir à son créancier ou que la loi accorde à un créancier. Ainsi, l'étudiant aura l'occasion d'étudier les règles régissant l'hypothèque, le gage avec et sans dépossession, le droit de rétention, les privilèges mobiliers et immobiliers et certaines garanties de droit statutaire.	
DRT 205	3 cr.	DRT 302	3 cr.	DRT 500	3 cr.
Responsabilité civile L'activité pédagogique de responsabilité civile étudie principalement : le régime de responsabilité délictuelle et quasi-délictuelle créé par les articles 1053 à 1056-c du Code civil et le régime de responsabilité contractuelle créé par les articles 1065, 1070 à 1078 et autres articles connexes au Code civil, dans ses relations et ses distinctions avec le régime de responsabilité délictuelle.		Libéralités et successions Dons entrevifs : capacité, forme, don manuel, règles de fond, enregistrement, révocation. Préparation de la succession : donation à cause de mort testaments, substitutions, fiducie. Règlement de la succession légale, testamentaire ou contractuelle : ouverture, dévolution, transmission, liquidation, etc. Conflits entre régimes matrimoniaux et successions.		Travaux dirigés – (Jessup – Tribunal École interfacultaire – Procès simulés en appel – Prix Charles Coderre) Jessup : Procès simulé en droit international public. Ce procès simulé comporte la préparation de mémoires écrits d'environ 25 pages et la préparation de plaidoiries. <i>Tribunal École interfacultaire</i> : L'activité s'inscrit dans le cadre d'une compétition sous la forme d'un procès simulé se déroulant devant un tribunal d'appel à laquelle sont invitées à participer les facultés de droit du Québec incluant celle d'Ottawa, section de Droit civil. <i>Procès simulés en appel</i> : L'activité a pour but de plonger l'étudiant dans un travail de recherche, de rédaction et de présentation orale sous forme d'un procès simulé se rapprochant le plus possible de la réalité. <i>Prix Charles-Coderre</i> : Ce travail de recherche et de rédaction consiste en une activité autonome i.e. non intégrée à un cours déjà existant. Sujet de travail fourni par l'Association des Centres de services sociaux du Québec.	
DRT 206	3 cr.	DRT 303	3 cr.	DRT 501	3 cr.
Preuve civile et publicité Preuve civile : notions générales concernant le système de preuve en droit civil québécois, le fardeau de la preuve, l'objet de la preuve. Description de divers procédés de preuve : la preuve par écrit, la preuve testimoniale, l'aveu et la présomption. Analyse des règles de recevabilité de ces moyens de preuve et sanction des règles de preuve. Publicité : nature et caractère de l'enregistrement des droits, réels ou autres. Organisation matérielle : cadastre, registres, modes d'enregistrement. Devoirs et responsabilité du registraire. Règles de fond : domaine de l'enregistrement, personnes affectées, effets, rangs des droits réels. Radiation des droits. Influences de la publicité sur le droit privé et public, provincial et fédéral.		Droit international privé Étude des solutions législatives et jurisprudentielles aux problèmes des conflits de lois et de juridiction.		Travaux dirigés (clinique légale) Travaux cliniques : sous la supervision d'un professeur de la Faculté et d'un avocat du centre juridique communautaire ou d'un substitut du procureur général, l'étudiant participe à certaines activités juridiques, particulièrement en ce qui concerne la recherche, la diffusion de l'information juridique, la prévention et le service direct au client.	
DRT 209	3 cr.	DRT 305	3 cr.	DRT 504	3 cr.
Droit des sociétés et compagnies Cette activité pédagogique vise à familiariser l'étudiant avec le régime juridique applicable aux entreprises à but lucratif. L'activité pédagogique est divisée en thèmes : introduction ; présentation des diverses formes juridiques d'organisation d'une entreprise à but lucratif ; les sociétés du Code civil ; le nom, le siège social, la capacité, les objets et les pouvoirs de la compagnie ; les aspects financiers de la compagnie ; les emprunts et le capital-actions ; les actionnaires ; les administrateurs ; le contenu du corporatif ; la constitution et l'organisation des corporations selon la Loi sur les compagnies du Québec et selon la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes ; les changements aux compagnies ; l'union et la fin des compagnies. On trace aussi un bref aperçu du régime juridique applicable aux compagnies sans but lucratif. Les étudiants sont appelés à apporter des solutions à des cas pratiques.		Le droit des assurances 1. Historique et notions techniques. 2. Principes généraux applicables aux différentes sortes d'assurances : caractéristiques et éléments fondamentaux ce contrat. 3. Principes particuliers à l'assurance-vie, à l'assurance-incendie, à l'assurance-responsabilité et à l'assurance-automobile.		Les droits de l'enfant Introduction générale aux droits fondamentaux de l'enfant – (Le soutien économique, la protection physique et psychologique, l'éducation socio-familiale). L'activité pédagogique porte sur divers aspects particuliers des droits de l'enfant : les droits et les besoins de l'enfant en matière de garde (les diverses tendances dans ce domaine sur l'autorité parentale et l'intérêt de l'enfant ; la conception temporaire de la garde et de l'enfant « propriété biologique » ; les critères particuliers pour décider de la garde ; la consultation de l'enfant ; l'interrogatoire traditionnel et l'expertise psychosociale) ; certains problèmes relatifs à l'adoption font également l'objet d'une analyse plus poussée ; Loi de la protection de la jeunesse (l'esprit, les droits de l'enfant et le fonctionnement de cette loi) ; la représentation de l'enfant par avocat ; les droits de visite.	
		DRT 308	3 cr.		
		Droit administratif II Introduction : aperçu général du système municipal québécois ; infrastructure et fonctionnement de la corporation municipale ; les pouvoirs de la municipalité ; l'aménagement du territoire, les finances municipales ; le contrôle de la municipalité ; les problèmes de restructuration.			

<p>DRT 506 3 cr.</p> <p>Droit de la protection du consommateur</p> <p>Introduction générale au phénomène de la consommation (crédit, publicité, etc.) et au comportement du consommateur. Analyse de la législation québécoise en matière de protection du consommateur. Étude plus approfondie de la nouvelle Loi de la protection du consommateur, (L.R.Q., c. P-40-1) et de ses Règlements en relation avec les règles générales du droit civil québécois.</p> <p>De plus l'étudiant sera invité à résoudre des problèmes pratiques afin de mieux assimiler ce domaine du droit de plus en plus important et complexe.</p>	<p>Les règles portant sur les réorganisations des corporations et les changements dans les modalités de participation des actionnaires : transfert d'actifs à une corporation, remaniements de capital, fusions, échanges et conversions d'actions.</p>	<p>lative. Mais nous dépasserons vite cette étape pour étudier les difficultés sémantiques et philosophiques impliquées dans toute tentative d'interprétation. L'étudiant sera invité à faire une réflexion théorique sur la fonction du juge et sur le véritable rôle de l'argumentation et l'interprétation dans le processus judiciaire. L'activité pédagogique DRT 515 devrait être vue par l'étudiant non pas comme une activité technique, mais plutôt comme une introduction à la philosophie du droit par le biais de l'examen du processus intellectuel qu'est l'interprétation.</p>
<p>DRT 507 3 cr.</p> <p>Organisation financière de l'entreprise</p> <p>Aperçu général des différentes méthodes de financement à court, à moyen et à long terme utilisées dans le cadre d'une entreprise et étude des différentes implications civiles, corporatives et fiscales rattachées à l'une ou l'autre de ces méthodes. L'accent sera mis sur les différentes méthodes disponibles tel le financement par l'émission d'actions, de débentures ou d'obligations.</p>	<p>DRT 510 3 cr.</p> <p>Droit fiscal III</p> <p>(Impôts relatifs au décès et aux transferts de biens). – Impôts fédéral et provincial sur le revenu applicables lors et à la suite du décès d'un contribuable. Analyse du traitement fiscal, au décès, par diverses catégories de biens pouvant affecter les impôts sur le revenu à payer le « de cuius », sa succession, les fiducies créées par son testament et par ses bénéficiaires – Éléments d'imposition des successions et des fiducies. – Éléments de planification testamentaire et « post-mortem ». Analyse des fondements et des aspects techniques de la Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., c. D-13.2).</p>	<p>DRT 516 3 cr.</p> <p>Libertés publiques I</p> <p>L'introduction vise à initier l'étudiant aux concepts et distinctions les plus importants du domaine, et à lui faire saisir la hiérarchie des sources propres à ce secteur du droit, et à circonscrire la portée générale (personnes et actes visés, sanctions...) des grands textes législatifs.</p> <p>La première partie permettra d'explorer quelques problèmes posés par la délimitation de certains droits et libertés (« due process », liberté de religion, liberté de presse, etc.) et de faire le point sur l'état du droit applicable au Québec.</p> <p>La seconde partie portera sur le droit à l'égalité. Elle comprendra une étude du droit à l'égalité devant la loi » sous la Déclaration canadienne, un examen de la norme antidiscriminatoire sous la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et la Loi canadienne sur les droits de la personne, et une étude des aspects institutionnels et procéduraux des systèmes spécifiques mis en place sous ces deux dernières lois pour lutter contre certaines discriminations.</p>
<p>DRT 508 3 cr.</p> <p>Droit des coopératives</p> <p>Bref historique de la coopération et de la législation coopérative au Québec.</p> <p>Analyse des principes coopératifs formulés par l'Alliance coopérative internationale et étude de leur application en droit québécois.</p> <p>Analyse des sources du droit québécois des coopératifs sur les thèmes suivants : nature, constitution et organisation, capacité, objet et pouvoirs, financement, membres, administrateurs, comité exécutif, commissions spéciales, commission de crédit, conseil de surveillance et dirigeants, modification des statuts et des règlements et fusion, inspection, liquidation et continuations, fédération et confédération.</p> <p>Etude comparative des coopératives et des compagnies, banques, sociétés d'enrêlage économique, corporations sans but lucratif.</p>	<p>DRT 511 3 cr.</p> <p>Droit fiscal IV</p> <p>Contrairement aux autres activités pédagogiques de droit fiscal offerts à la Faculté, celle-ci ne vise pas l'étude de l'aspect technique des législations fiscales, mais plutôt une analyse des éléments idéologiques, politiques, économiques et sociaux qui influencent l'élaboration des politiques gouvernementales en matière d'imposition et de dépenses et qui sont susceptibles de modifier tant le poids et la répartition des impôts que la redistribution des revenus dans notre société. Comme ce sujet est très vaste et la documentation extrêmement abondante, le contenu de l'activité pédagogique sera restreint aux éléments de politique fiscale relatifs à l'impôt sur le revenu. De plus, outre l'étude de certains éléments de finances publiques et des objectifs et principes généraux de la fiscalité, les thèmes suivants seront abordés :</p> <p>La détermination de l'assiette fiscale, comprenant l'étude de certaines exemptions, déductions et crédits spéciaux ;</p> <p>Le choix de l'unité d'imposition et les problèmes du fractionnement du revenu ;</p> <p>Les problèmes relatifs à l'imposition des gains en capital ;</p> <p>L'inflation et la progressivité des taux ;</p> <p>L'intégration de l'impôt sur le revenu des corporations à celui des particuliers ;</p> <p>Le concept des dépenses fiscales.</p>	<p>DRT 518 3 cr.</p> <p>Preuves modernes</p> <p>Le conflit entre droit de la personnalité et droit de la preuve ; règles régissant au civil et au pénal l'admissibilité des preuves illégalement obtenues ; l'expertise en général et l'expertise psychiatrique, la narco-analyse et l'hypnose ; l'audio-surveillance et la présentation d'enregistrements ; la photographie ; l'ivressomètre ; le radar ; etc.</p>
<p>DRT 509 3 cr.</p> <p>Droit fiscal II</p> <p>Cette activité pédagogique qui est un prolongement de l'activité pédagogique Droit fiscal I, comporte l'examen des dispositions fondamentales de la Loi de l'impôt sur le revenu portant principalement sur le régime fiscal général applicable aux corporations résidentes et à leurs actionnaires, soit :</p> <p>Les mécanismes d'imposition des corporations suivant leur type et la source de leurs revenus : régime général d'imposition, réduction d'impôt à l'égard des bénéficiaires de fabrication et de transformation, déduction aux petites entreprises, traitement du revenu de placements et des dividendes reçus par les corporations privées.</p> <p>Les dispositions affectant la distribution des bénéfices des corporations à leurs actionnaires : distribution des surplus, dividendes réels et réputés, dividendes en capital, prêts, attribution de biens et avantages conférés aux actionnaires.</p>	<p>DRT 512 3 cr.</p> <p>Droit pénal III</p> <p>A– Introduction à la preuve : synthèse des notions acquises en Droit pénal général et spécial, ainsi qu'en procédure.</p> <p>B– La preuve proprement dite : a) la Loi sur la preuve du Canada. b) les règles de preuve et de pratique.</p> <p>C– Les appels.</p>	<p>DRT 519 3 cr.</p> <p>Droit de l'environnement</p> <p>Notions préliminaires : la crise écologique et le droit ; gestion de l'environnement et cadre constitutionnel canadien. L'État et la protection de l'environnement : fondement de l'intervention étatique et étude des principaux modes d'intervention de l'État (le droit pénal de l'environnement, les systèmes de permis, les rapports d'impact, les redevances de pollution). Le citoyen et la protection de l'environnement ; le droit civil de l'environnement ; la gestion de l'environnement par l'État et la participation du citoyen. L'activité pédagogique vise à éveiller l'étudiant aux problèmes et à le faire réfléchir aux solutions possibles. La méthode utilisée sera essentiellement socratique, requérant de la part de l'étudiant une lecture préalable de textes subséquemment discutés en classe.</p>
<p>DRT 515 3 cr.</p> <p>Interprétation des lois</p> <p>Cette activité pédagogique vise à explorer le processus d'interprétation d'une texte écrit, processus qui est au cœur de la fonction judiciaire et du rôle de l'avocat. Nous n'examinerons que sommairement les normes techniques et formelles qui sont censées résoudre certains problèmes suscités par l'action légis-</p>	<p>DRT 514 3 cr.</p> <p>Droit fiscal V</p> <p>Contrairement aux autres activités pédagogiques de droit fiscal offerts à la Faculté, celle-ci ne vise pas l'étude de l'aspect technique des législations fiscales, mais plutôt une analyse des éléments idéologiques, politiques, économiques et sociaux qui influencent l'élaboration des politiques gouvernementales en matière d'imposition et de dépenses et qui sont susceptibles de modifier tant le poids et la répartition des impôts que la redistribution des revenus dans notre société. Comme ce sujet est très vaste et la documentation extrêmement abondante, le contenu de l'activité pédagogique sera restreint aux éléments de politique fiscale relatifs à l'impôt sur le revenu. De plus, outre l'étude de certains éléments de finances publiques et des objectifs et principes généraux de la fiscalité, les thèmes suivants seront abordés :</p> <p>La détermination de l'assiette fiscale, comprenant l'étude de certaines exemptions, déductions et crédits spéciaux ;</p> <p>Le choix de l'unité d'imposition et les problèmes du fractionnement du revenu ;</p> <p>Les problèmes relatifs à l'imposition des gains en capital ;</p> <p>L'inflation et la progressivité des taux ;</p> <p>L'intégration de l'impôt sur le revenu des corporations à celui des particuliers ;</p> <p>Le concept des dépenses fiscales.</p>	<p>DRT 517 3 cr.</p> <p>Preuves modernes</p> <p>Le conflit entre droit de la personnalité et droit de la preuve ; règles régissant au civil et au pénal l'admissibilité des preuves illégalement obtenues ; l'expertise en général et l'expertise psychiatrique, la narco-analyse et l'hypnose ; l'audio-surveillance et la présentation d'enregistrements ; la photographie ; l'ivressomètre ; le radar ; etc.</p>

<p>DRT 520 3 cr.</p> <p>Droit des mass media</p> <p>Prolongement de l'activité pédagogique de base en droit administratif, cette activité pédagogique est centrée sur la radio-diffusion, i.e. la radio et la télévision, et examine le fonctionnement de l'organisme de réglementation de ce secteur, le C.R.T.C. Seront abordés, entre autres, les thèmes suivants : les pouvoirs du C.R.T.C. et la procédure lors des audiences publiques ; la propriété intellectuelle et les médias ; la publicité sur les ondes ; le débat constitutionnel ; le droit à l'intimité, l'accès aux médias, la télévision par câble.</p>	<p>DRT 527 3 cr.</p> <p>Droit médical</p> <p>L'activité pédagogique de droit médical comprend deux parties. La première traite de la responsabilité civile médicale. La deuxième porte sur certains problèmes juridiques examinés par la médecine moderne. Introduction : l'inviolabilité de la personne humaine. Dans la première partie, seront étudiés : la faute professionnelle médicale (appréciation, fardeau de la preuve) ; le contrat médical et ses implications ; le contrat hospitalier et ses implications ; l'équipe chirurgicale ; l'aspect quasi-délicte des responsabilités médicale et hospitalière.</p> <p>Dans la première partie, l'activité pédagogique portera sur les sujets suivants : le statut juridique du foetus et l'avortement ; les méthodes modernes de conception ; la stérilisation ; l'expérimentation et la transplantation ; l'euthanasie et la cessation de traitement, ainsi que la définition de la mort.</p> <p>Il est à souligner que l'étude de la médecine moderne fait appel non seulement à la responsabilité civile, mais également à d'autres aspects du droit civil, au droit pénal et aux libertés publiques.</p>	<p>Les thèmes retenus lors de l'année académique 1983-1984 furent les suivants : l'assurance-récolte, les céréales, l'assurance-stabilisation, l'organisation professionnelle du producteur, l'organisation québécoise de mise en marché, le sujet animal, le sujet végétal, le capital foncier, le lait, les oeufs et le crédit agricole.</p>
<p>DRT 521 3 cr.</p> <p>Droit des organisations et des relations économiques internationales</p>	<p>DRT 528 3 cr.</p> <p>Commercialité des actes et effets négociables</p> <p>L'activité pédagogique a comme objet l'étude de la Loi sur les lettres de change, chèques et billets à ordre (S.R.C. 1970, c. B-5). Cette loi régleme les instruments de crédit, appelés souvent des effets de commerce ou effets négociables ; ce sont des documents relatifs au paiement d'une somme d'argent dans un temps relativement court. En particulier, le chèque et le billet, utilisés aussi bien par les commerçants que les non-commerçants, jouent un rôle prépondérant dans notre système économique.</p>	<p>DRT 532 3 cr.</p> <p>Faillite</p> <p>Etude et analyse du concept d'insolvabilité tant en regard des créanciers que du débiteur et des différents moyens mis à leur disposition pour solutionner cet état de fait en tenant compte des structures administratives et judiciaires propres à la Loi sur la faillite.</p>
<p>DRT 523 3 cr.</p> <p>Droit social</p> <p>Etude par thèmes du secteur des lois dites « sociales ». Droit social et sociologie du droit. La sécurité du revenu : l'indemnisation étatisée du préjudice corporel, l'aide sociale, l'assurance-chômage. L'accès à la justice : l'aide juridique et le recours collectif. Ces thèmes font l'objet d'une discussion générale suivie de l'étude de certains textes de lois s'y rapportant.</p>	<p>DRT 529 3 cr.</p> <p>Droit du travail II</p> <p>Dans une première partie, il sera fait une analyse du système d'extension juridique des conventions collectives mis en place par la Loi sur les décrets de convention collective. Suivra une étude concernant la négociation multipartonale. Dans une deuxième partie, l'activité pédagogique traitera de l'arbitrage de griefs au Québec : juridiction de l'arbitre, preuve et procédure, mesures disciplinaires, ancienneté, avantages marginaux, etc.</p>	<p>DRT 533 3 cr.</p> <p>Techniques d'administration de la preuve</p> <p>Le but de cette activité pédagogique est d'apprendre à l'étudiant, par la discussion et surtout par la pratique, les notions de base de « trial practice », avec l'accent sur les techniques de l'interrogatoire en chef et du contre-interrogatoire.</p>
<p>DRT 524 3 cr.</p> <p>Droit de la psychiatrie et le droit</p> <p>Le but premier de cette activité pédagogique est d'introduire l'étudiant en droit à la dimension humaine de son travail et à l'éveiller à l'existence de problèmes émotionnels et mentaux chez les clients qu'il aura à rencontrer, allant de la simple réaction d'anxiété jusqu'aux maladies les plus graves impliquant une perte de contact totale avec la réalité. On attirera également l'attention de l'étudiant sur l'existence de ses propres états émotionnels et comment ceux-ci peuvent affecter son travail. Les malades et maladies que l'avocat est le plus susceptible de rencontrer seront aussi présentés ; on devra, pour chaque maladie, discuter quelle en est la cause, la forme et le traitement.</p> <p>On discutera enfin des points communs entre le droit et la psychiatrie.</p>	<p>DRT 530 3 cr.</p> <p>Les femmes et la loi</p> <p>Sous le thème général des femmes, l'activité pédagogique se veut être d'abord une étude approfondie (analyse et interprétation) de tous les textes de lois touchant à la condition féminine. Cette activité pédagogique débouchera rapidement à la fois sur l'application possible de cette législation dans la société québécoise et sur la critique et l'étude de possibilités de changements de cette législation.</p>	<p>DRT 535 3 cr.</p> <p>Analyse économique du droit</p> <p>L'activité pédagogique DRT 535 vise à introduire l'étudiant à l'analyse économique du droit. Après avoir brièvement (mais très intensivement) tracé les grandes lignes de la micro-économie néo-classique (soit, la théorie des prix), nous procéderons à en tirer des conséquences en examinant des questions précises dans divers domaines du droit, tels : politique de la concurrence ; droit des biens, droit des obligations, droit pénal ; droit de la famille ; structure constitutionnelle.</p>
<p>DRT 525 3 cr.</p> <p>Droit de la propriété intellectuelle</p> <p>Aperçu général du contenu des lois concernant la propriété intellectuelle au Canada (Brevets d'invention, Dessins industriels, Droit d'auteur, Marques de commerce) ainsi que des enjeux économiques, culturels et politiques que sous-tendent ces législations. Étude plus attentive du régime juridique du droit d'auteurs au Canada.</p>	<p>DRT 531 3 cr.</p> <p>Droit agro-alimentaire</p> <p>L'activité pédagogique de droit agro-alimentaire vise à amener l'étudiant à être en mesure d'utiliser les différents instruments de travail particuliers au droit agro-alimentaire.</p> <p>La première partie de la session est consacrée à la préparation de la communication orale et de la communication écrite que doit faire l'étudiant sur un thème préalablement déterminé et se rapportant à ce secteur du droit.</p> <p>L'évaluation de l'étudiant porte sur sa communication orale, sur son exposé écrit, sur sa participation et sur un questionnaire objectif inspiré du contenu des différents thèmes traités.</p>	<p>DRT 536 3 cr.</p> <p>Tribunaux administratifs</p> <p>Cette activité pédagogique vise à permettre à l'étudiant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. de se familiariser davantage avec la nature des tribunaux administratifs, les pouvoirs qui leur sont délégués et leur façon de fonctionner ; 2. d'acquiescer une vision plus globale du phénomène en introduisant aux solutions retenues en droit américain et anglais. <p>Cette activité pédagogique se divise en 6 sections traitant respectivement de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. une théorie générale sur les tribunaux administratifs ; 2. l'intérêt requis pour intervenir devant les tribunaux administratifs et pour contester judiciairement leurs décisions ; 3. la procédure administrative et le processus décisionnel ; 4. la preuve devant les tribunaux administratifs ; 5. la motivation des décisions ; 6. la responsabilité des tribunaux administratifs pour préjudices résultant de l'exercice illégal de fonctions statutaires.

<p>DRT 537 3 cr.</p> <p>Libertés publiques II</p> <p>Initier à la perception des choix sociaux sous-jacents à quelques-uns des débats en libertés fondamentales ; au repérage des indices les plus pertinents offerts par le droit positif quant à ces choix sociaux ; à l'identification exacte de la portée des solutions apportées par les tribunaux lors de litiges particuliers ; à l'évaluation de ces réponses judiciaires à la lumière du droit positif et de diverses conceptions de l'organisation sociale. Il s'agit d'un cours d'approfondissement de quelques thèmes annoncés chaque année. Cet approfondissement s'effectue en particulier par l'analyse de décisions judiciaires ; l'étude de questions ou de cas ; l'appel à des théories ou doctrines pertinentes ; le recours au droit comparé et à l'histoire. Les thèmes sont choisis en fonction des débats majeurs se déroulant dans la société canadienne ou québécoise, en accordant cependant la priorité à ceux dont les tribunaux sont saisis.</p>	<p>DRT 540 3 cr.</p> <p>Rapports collectifs du travail en droit fédéral</p> <p>L'encadrement général des relations de travail dans les entreprises fédérales ; les notions de syndical, d'employé et d'employeur au sens du Code canadien du travail ; les pouvoirs et fonctions du Conseil canadien des relations du travail ; l'accréditation et l'acquisition des droits de représentation ; la révision des unités et des certificats d'accréditation ; la succession entre employeurs (vente d'entreprise) et syndicats (transfert de pouvoirs, fusions de syndicats) ; la négociation d'une convention collective ; les grèves et lock-out illégaux ; l'imposition d'une première convention collective ; la convention collective et les mésententes durant la vie de cette dernière ; les pratiques déloyales et les pouvoirs rémédiateurs du conseil ; le contrôle judiciaire des décisions du Conseil et l'exécution forcée de ces décisions ; les poursuites pénales ; la désaccréditation.</p>	<p>DRT 704 4 cr.</p> <p>Droit médical II – La médecine moderne</p> <p>La PREMIÈRE PARTIE étudie le principe de l'inviolabilité de la personne humaine, considérée comme absolue ou relative, et ses aspects dans les différents domaines du droit : droit public, droit criminel, droit privé. La notion d'ordre public et de bonnes moeurs intervient également. Sont abordés la question des maladies à déclaration et à traitement obligatoires, les pouvoirs en cas d'urgence et d'épidémie, le traitement des malades mentaux.</p> <p>La DEUXIÈME PARTIE porte sur des questions controversées suscitées par la médecine moderne. Des thèmes choisis dans les secteurs suivants font l'objet d'analyses plus approfondies. Le premier secteur traite de la reproduction humaine : insémination artificielle, fécondation « in vitro », transplantation d'embryon, « mères porteuses », manipulations génétiques, stérilisation et autres moyens de contraception. Le deuxième secteur vise la personne humaine aux pôles extrêmes de son existence : sont envisagés ici les droits du foetus à la vie et aux soins prénataux, l'avortement, l'euthanasie, la cessation de traitement, le droit à la mort. Le troisième secteur permet d'aborder l'expérimentation et la transplantation ; la modification de la personne dans son comportement par médicaments ou psychiatrie, ou dans son apparence physique par « changement de sexe » ; le problème des ressources médicales disponibles.</p>
<p>DRT 538 3 cr.</p> <p>Informatique et pratique du droit</p> <p>Sensibiliser l'étudiant au potentiel de l'informatique pour la pratique du droit. Connaître le rôle et les limites de la technologie informatique pour la pratique du droit. Acquérir un comportement critique en tant qu'utilisateur de la nouvelle technologie. S'initier aux techniques de recherche et de développement permettant de produire certains instruments informatiques ainsi qu'à l'utilisation effective de certains logiciels destinés à aider la gestion d'un bureau juridique et à améliorer la productivité et la compétence dans le domaine du droit.</p> <p>Contenu : Définition de concepts informatiques de base -Fonctions élémentaires de MS-DOS -Base de données -Systématisation et traitement de texte -Chiffrier électronique -Interrogation de banques de données légales -Systèmes-experts -Logiciels de comptabilité, de gestion de temps et de facturation.</p>	<p>DRT 701 4 cr.</p> <p>Droit médical I – La responsabilité civile et pénale médicale</p> <p>La première partie étudie les conditions générales de la responsabilité médicale civile et pénale. En ce qui a trait au droit civil, l'accent est mis plus particulièrement sur la notion de faute professionnelle médicale et surtout sa preuve ; est envisagée par la suite, la notion de préjudice corporel et son indemnisation ; enfin une analyse est faite du lien de causalité entre la faute et le préjudice. En ce qui concerne le droit pénal, seront examinées les conditions générales de la responsabilité pénale, dans le cadre de l'exercice de la médecine.</p> <p>La deuxième partie vise l'étude de la responsabilité professionnelle dans un contexte plus concret. Il faut en conséquence se pencher sur la responsabilité des médecins, des auxiliaires médicaux, soit à l'extérieur des centres hospitaliers, soit dans le cadre d'un centre hospitalier. Cette étude particulière de la responsabilité est vue sous deux angles possibles : le régime contractuel ou le régime délictuel de la responsabilité.</p>	<p>DRT 705 4 cr.</p> <p>Droit sanitaire international et législation comparée</p> <p>PREMIÈRE PARTIE : Droit comparé et droit de la santé</p> <p>Le cours étudie d'abord les aspects généraux du droit comparé : son identification comme discipline du droit ou méthode d'étude, ses rapports avec l'étude du droit étranger, avec le droit international public ou privé, son intérêt, la façon d'utiliser le droit comparé, les principales familles juridiques. Il aborde ensuite plus spécifiquement les rapports entre le droit civil et le « common law ». Des exemples concrets sont choisis dans le domaine du droit de la santé. Les systèmes de santé de plusieurs pays sont étudiés, enfin, selon la méthode comparative.</p> <p>DEUXIÈME PARTIE : Droit international de la santé</p> <p>Cette partie vise à analyser l'évolution historique, la place du droit international de la santé dans le contexte du droit international public, la nature, les objectifs, l'objet et les sources du droit international de la santé, ainsi que les problèmes constitutionnels relatifs à son application au Canada. Sont ensuite étudiés les mécanismes inter-gouvernementaux et non</p>
<p>DRT 539 3 cr.</p> <p>Comptabilité et droit</p> <p>Les mathématiques financières sont fort utiles dans la vie de tous les jours, dans la pratique du droit et du notariat ; calcul de dommages intérêts, évaluation de placements, hypothèques, intérêts, etc... Le cours permettra d'acquérir des connaissances générales et utiles quel que soit le champ de pratique que l'étudiant choisira.</p> <p>La première partie portera sur les grands principes et les conventions comptables, l'actif, le passif et l'avoir des propriétaires. Nous passerons ensuite à la comptabilisation des opérations, la régularisation des comptes et enfin à la préparation des états financiers. Suite à cette partie du cours, l'étudiant comprendra les principaux mécanismes et sera apte à préparer des états financiers simples. Nous discuterons de la préparation de budgets de caisse et de la détermination des besoins et d'emprunts à court terme. Nous étudierons certaines méthodes et analyses d'états financiers qui nous permettront d'évaluer la santé financière d'une entreprise. Nous consacrerons ensuite plusieurs périodes à l'étude des mathématiques financières, car c'est probablement ce qui sera le plus utile dans la vie courante. Comment déterminer le placement le plus rentable, les versements à effectuer pour rembourser un emprunt, comment se calculent les intérêts, etc.</p>	<p>DRT 706 4 cr.</p> <p>L'essai : rédaction et présentation</p>	<p>DRT 709 21 cr.</p> <p>Organisation administrative du monde de la santé I</p> <p>L'INTRODUCTION vise à faire comprendre la problématique générale de l'organisation systématique des services de santé. Elle comporte un bref historique, l'étude de la critique Castonguay-Nepveu et du modèle alors proposé, et une présentation globale de l'organisation actuelle.</p> <p>La PREMIÈRE PARTIE s'intéresse aux aspects constitutionnels. On y étudie le fondement constitutionnel et l'étendue de la compétence respective des provinces et du fédéral dans le domaine de la santé. On y prend aussi connaissance de l'histoire et de la situation présente des relations fédérales-provinciales dans le domaine.</p> <p>La DEUXIÈME PARTIE est consacrée aux organisations centrales, surtout québécoises. Ainsi y traite-t-on surtout des pouvoirs du gouvernement, des ministères impliqués et des conseils.</p>

DRT 712**4 cr.****PDR****Organisation administrative du monde de la santé II**

Le cours comprend d'abord une partie générale constituée de la suite de l'enseignement entrepris au cours Organisation administrative du monde de la santé I. En second lieu, il porte sur le droit professionnel.

PARTIE GÉNÉRALE : Le cadre institutionnel et le droit aux services de santé

1. Étude des organismes de décentralisation fonctionnelle et territoriale. Parmi les premiers, la Régie de l'assurance maladie constituée, avec l'Office des personnes handicapées et la Commission des affaires sociales, l'objet d'étude principal. La décentralisation territoriale est ensuite explorée à travers les conseils régionaux de la santé et des services sociaux et des établissements prestataires de services (centres hospitaliers, centres locaux de services communautaires, centres d'accueil).
2. Les droits aux services de santé et les obligations des citoyens. Les conditions juridiques d'accessibilité aux services sont étudiées de même que les obligations corrélatives. On s'arrête aussi aux recours ouverts aux patients et bénéficiaires pour faire valoir leurs droits.

PARTIE SPÉCIALE : Les professionnels de la santé

1. Étude de l'organisation des professionnels de la santé. Il y est question de la création des corporations professionnelles, de leurs caractéristiques et de leur statut juridique.
2. Les pouvoirs des corporations professionnelles et autres organismes relativement à la détermination des champs de compétence des divers groupes de professionnels, à la surveillance de leurs activités et à la discipline de leurs membres. Cette étude des pouvoirs est complétée par une analyse des modalités de mise en œuvre des contrôles exercés sur les professionnels de la santé et des mesures de protection dont ces derniers disposent.

DRT 713**4 cr.****Droit du travail dans le secteur de la santé**

La PREMIÈRE PARTIE traite des relations du travail dans le secteur de la santé. Après avoir fait un rappel du droit du travail applicable au Québec, on examine les particularités principales du secteur de la santé en matière de relations du travail. Cet examen est fait en relation avec les éléments suivants : historique et structure des négociations, centralisation ou décentralisation des négociations, le rôle de l'État en relation avec le problème de l'étendue et des limites de la négociation collective, la grève et la notion de services essentiels, l'arbitrage, le contenu des conventions collectives.

La DEUXIÈME PARTIE concerne la santé et la sécurité au travail. La Loi sur les accidents du travail (L.R.Q. c. A-3) peut faire l'objet d'une brève étude, mais l'objet principal du cours consiste dans quelques-unes des principales questions soulevées par la Loi sur la santé et la sécurité du travail : la problématique socio-sanitaire de la santé et de la sécurité du travail, les structures administratives et judiciaires prévues par la loi, les programmes de prévention, la médecine du travail, le rôle du réseau des affaires sociales, les droits et les obligations de l'employeur et du travailleur.

PDR 502**3 cr.****Philosophie du droit : Éthique et juridique**

Programmation des activités pédagogiques (1986-1987)

1 – Baccalauréat en droit

Trimestre d'automne

1^{re} session

Activités pédagogiques obligatoires (15 crédits)

DRT 100	Obligations I
DRT 101	Droit constitutionnel I
DRT 103	Procédure civile I
DRT 104	Droit des personnes et de la famille
DRT 105	Biens et prescription

3^e session

Activités pédagogiques obligatoires (15 crédits)

DRT 106	Droit administratif général I
DRT 202	Droit pénal II
DRT 204	Régimes matrimoniaux
DRT 206	Preuve civile et publicité
DRT 302	Libéralités et successions

5^e session

Activités pédagogiques obligatoires (6 crédits)

DRT 108	Droit fiscal I
DRT 303	Droit international privé

Activités pédagogiques à option (9 crédits) choisies parmi les activités suivantes :

DRT 506	Droit de la protection du consommateur
DRT 507	Organisation financière de l'entreprise
DRT 508	Droit des coopératives
DRT 512	Droit pénal III
DRT 515	Interprétation des lois
DRT 516	Libertés publiques I
DRT 519	Droit de l'environnement
DRT 523	Droit social
DRT 525	La psychiatrie et le droit
DRT 532	Faillite
DRT 527	Droit médical
DRT 538	Informatique et pratique du droit
DRT 539	Comptabilité
DRT 540	Rapports collectifs du travail en droit fédéral

Trimestre d'hiver

2^e session

Activités pédagogiques obligatoires (15 crédits)

DRT 102	Droit pénal I
DRT 110	Initiation à la recherche et à la communication
DRT 200	Obligations II
DRT 201	Droit constitutionnel II
DRT 302	Responsabilité civile

4^e session

Activités pédagogiques obligatoires (18 crédits)

DRT 107	Droit du travail I
DRT 109	Droit international public
DRT 203	Procédure civile II
DRT 209	Droit des sociétés et compagnies
DRT 308	Sûretés réelles et personnelles

6^e session

Activités pédagogiques obligatoires (6 crédits)

DRT 305	Contrats spéciaux II
DRT 306	Droit administratif II

Activités pédagogiques à option (9 crédits) choisies parmi les activités suivantes :

DRT 500	Travaux dirigés (Jessup – Tribunal – École interfacultaire – Procès simulés en Appel – Coupe Gale – Prix Charles-Coderre)
DRT 501	Travaux dirigés (Clinique légale)
DRT 504	Les droits de l'enfant
DRT 509	Droit fiscal II
DRT 510	Droit fiscal III
DRT 511	Droit fiscal IV
DRT 518	Preuve modernes
DRT 520	Droit des mass media
DRT 524	Droit du travail II
DRT 526	Droit de la propriété intellectuelle
DRT 527	Droit médical
DRT 531	Le droit agro-alimentaire
DRT 532	Faillite
DRT 533	Techniques d'administration de la preuve
DRT 536	Tribunaux administratifs
DRT 537	Libertés publiques II
PDR 502	Philosophie du droit : éthique et juridique

2 – Maîtrise en droit de la santé

Trimestre d'automne (12 crédits)

DRT 701 Droit médical I
 DRT 703 Droit sanitaire international et législation comparée
 DRT 711 Organisation administrative du monde de la santé I
 L'essai : choix du sujet

Trimestre d'hiver (12 crédits)

DRT 704 Droit médical II
 DRT 712 Organisation administrative du monde de la santé II
 DRT 713 Droit du travail dans le secteur de la santé
 L'essai : Élaboration du plan et recherche

Trimestre d'été (21 crédits)

DRT 709 L'essai : rédaction et présentation
 Toutes les activités pédagogiques sont obligatoires.
 Leur répartition n'est donnée qu'à titre indicatif.

3 – Diplôme de droit notarial

Trimestre d'automne (17 crédits)

DRN 711 Conventions matrimoniales
 DRN 712 Droits réels I
 DRN 714 Développement d'habiletés I
 DRN 719 Contrats à titre onéreux
 DRN 723 Droit commercial III
 DRN 727 Loi du notariat, rédaction et technique d'entrevue
 DRN 728 Droit commercial I
 DRN 729 Droit fiscal I
 DRN 730 Droit municipal et expropriation

Trimestre d'hiver (17 crédits)

DRN 706 Examen des titres,
 DRN 715 Actes unilatéraux
 DRN 716 Droits réels II
 DRN 717 Droit commercial II
 DRN 725 Développement d'habiletés II
 DRN 726 Droit international privé et droit judiciaire non contentieux
 DRN 731 Droit fiscal II